

## Un territoire en partage

Guy Côté

Number 798, September–October 2018

Développement régional : un Québec en morceaux

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/88774ac>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Centre justice et foi

### ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Côté, G. (2018). Un territoire en partage. *Relations*, (798), 29–30.

conçu, avec les moyens du bord, un autre modèle de développement axé davantage sur une logique d'habitation du territoire que sur l'extraction des ressources. Contre la concurrence capitaliste, ce modèle a misé sur la coopération et la gestion commune des richesses naturelles. Contre le productivisme, des formules valorisant les métiers et la diversification économique ont vu le jour. Et contre la concentration des lieux de production et de transformation dans les grands centres, ce modèle a soutenu l'appropriation territoriale des circuits de valorisation. De l'Abitibi-Témiscamingue à la Gaspésie, en passant par le Saguenay-Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent, plusieurs régions rurales québécoises ont vécu un intense moment d'expérimentation sociale au cours des décennies 1940-1950.

L'un des penseurs de ce modèle, Esdras Minville (1896-1975), a développé dans ses écrits une série d'analyses et de propositions dont l'objectif était de renforcer sa cohérence. Tout en insistant sur la nécessité que ces initiatives aient un ancrage local fort, Minville n'était pas dupe : sans le renfort d'institutions de coordination à l'échelle nationale, elles n'étaient pas en mesure de rivaliser avec les puissances privées qui jouaient contre elles. Planter durablement un autre modèle de développement des communautés locales en Amérique du Nord devait nécessairement passer par la création d'institutions (des sociétés agroforestières régionales et des fonds d'investissement dotés de capital patient, pour ne donner que deux exemples) capables de disputer aux multinationales la capacité d'agir sur les principaux facteurs affectant les régions.

Bien qu'elle ne se soit jamais concrétisée, cette politique d'habitation du territoire basée sur la complémentarité des initiatives locales et des institutions nationales est plus pertinente que jamais. Cela pour plusieurs raisons, à commencer par des motifs sociodémographiques évidents. Alors que les mouvements sociaux du Québec rural pouvaient compter sur une démographie qui leur était favorable jusqu'au début des années 1980, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Plusieurs communautés qui ont constitué des foyers d'expérimentation sociale sont aujourd'hui fragilisées par des dynamiques de dévitalisation économique, entraînant un clivage au sein même des régions, entre les villes-centres et l'arrière-pays. Cette perte de cohésion compromet évidemment le rapport de force que pouvaient établir les communautés régionales avec les tenants du statu quo économique. Miser sur les seuls ressorts des pouvoirs municipaux dans ce contexte équivaut à confiner plusieurs milieux à l'impuissance. Sans le concours de relais institutionnels nationaux visant à accroître l'autonomie des milieux et à fournir le soutien nécessaire aux initiatives porteuses, même les meilleurs projets sont condamnés à la marginalité et à l'essoufflement.

À l'opposé, si les politiques publiques en matière de développement régional au Québec ont eu des effets peu probants, c'est qu'elles ont été sourdes aux propositions ambitieuses issues des communautés locales. Au moment où elles auraient dû être soutenues par l'État afin de pouvoir peser sur le cours de l'histoire, les initiatives mises de l'avant par ces communautés ont été écartées, ou pire, ignorées. Plus souvent qu'autrement, les politiques publiques de développement rural

## UN TERRITOIRE EN PARTAGE

**Guy Côté**

L'auteur est membre du Groupe de théologie contextuelle québécoise qui a publié le livre collectif *Nous sommes le territoire* (Novalis, 2016)

Par-delà certains défis tels que le peuplement, la répartition des emplois ou la décentralisation des services, l'aménagement du territoire comporte aussi une dimension immatérielle, puisque s'y incarnent l'histoire, la culture et les valeurs d'un peuple. Il doit donc aussi être appréhendé en tant qu'espace imprégné d'un imaginaire social : quel mode de développement voulons-nous y promouvoir ? Quel type de société pourra s'y inscrire ?

La sagesse biblique jette sur ces questions une lumière particulière, encore pertinente aujourd'hui. Cette tradition est en effet traversée par un projet de recomposition des liens de réciprocité entre les humains et avec la nature, dans la vive conscience d'une connexion entre les enjeux territoriaux et sociaux. La toile de fond y est dramatique, avec la représentation d'un chaos originel, d'une cassure à réparer dans l'ordre

de l'univers, d'un conflit brutal entre frères ennemis, du règne du mensonge et de la tromperie. Une Parole va s'introduire dans ce monde, appelant à la réconciliation. Par la voix de ses prophètes, en effet, Yahweh va promettre à Israël une terre où coulent le lait et le miel, pourvu que le partage des ressources, la libération des opprimés et l'accueil de l'étranger fassent partie intégrante du projet collectif. Il faudra aussi respecter les rythmes de la terre en la laissant en repos tous les sept ans. Telle était l'utopie qui devait présider à l'installation du peuple hébreu dans le pays de Canaan.

La vision de Jésus sera encore plus radicale. L'ordre ancien devra être renversé : les derniers deviendront les premiers, les humbles seront les plus grands ; il faudra perdre sa vie pour la sauver, servir plutôt que dominer. Le monde ne retrouvera pas son harmonie sur les bases qui l'ont conduit au chaos. On devra changer de regard et de pratique, voir l'autre comme son égal, devenir frères et sœurs. Ce sera entrer sur une terre nouvelle, dans une réalité paradoxale et risquée que les évangiles appellent le Royaume de Dieu.

Le message de Jésus va s'incarner dans sa prédilection pour la lointaine Galilée, largement peuplée par des paysans exploités et des foules de laissés-pour-compte, méprisés par les élites de Judée et les autorités du Temple de Jérusalem. Contre toute attente, c'est là qu'il recrute ses disciples, et c'est de là que sa vision devra se répandre sur la Terre (Marc 16,15). Ses choix



Caroline Hayeur, du bout du quai du village de Percé, le majestueux rocher Percé s'illumine au coucher du soleil, Gaspésie, 2015

ont pris le parti de la modernisation économique, destinée à standardiser les modes de vie et à rationaliser l'occupation des territoires. Les débats entourant les travaux du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, qui ont eu lieu dans les années 1960, ont mis en évidence les contradictions entre les objectifs pragmatiques du gouvernement et les revendications des mouvements sociaux ruraux.

Cela dit, des leçons ont été tirées de ces affrontements. Tout en tenant compte des erreurs et impasses du passé, il est plus nécessaire que jamais d'opposer à la gouvernance néolibérale

des régions une politique d'habitation du territoire. Cette politique devrait articuler le potentiel des initiatives locales et régionales de développement avec les moyens et les finalités des institutions publiques québécoises. Alors que les sociétés doivent s'engager dans une transition écologique qui soit juste et ambitieuse, l'occasion est belle de concevoir de nouvelles manières de produire, de se déplacer, d'habiter et de vivre ensemble.

Tout en conservant la capacité de fixer les grands objectifs à atteindre, ainsi que les principales modalités pour y parvenir,

rappellent aux pouvoirs en place à Jérusalem que la gestion du territoire est viciée si elle est soumise à la domination d'une minorité possédante, dans le mépris du peuple auquel cette terre était destinée. Son audace lui coûtera la vie.

Un territoire est une parcelle de l'univers qui est en quelque sorte confiée à une population pour qu'elle en prenne soin. Son occupation n'a de sens et de légitimité que dans l'exercice avisé de cette responsabilité. C'est, aujourd'hui comme autrefois, la condition d'une occupation fidèle à notre mission de veilleurs et de gardiens envers tous ses occupants, à commencer par les plus vulnérables. Devant l'afflux de migrants et de réfugiés dans nos sociétés occidentales, une telle perspective jette le discrédit sur toute forme d'intolérance, de xénophobie ou de racisme. Elle dispose à un parti-pris d'accueil et d'ouverture plutôt qu'à des réflexes défensifs. S'ajoute aujourd'hui la prise de conscience aiguë des partages nécessaires avec les Premiers Peuples, les autres espèces vivantes et les générations futures. Ces différents appels à la solidarité mettent en accusation un type d'économie axé sur l'accumulation illimitée de profit et la prédation des richesses naturelles, aux dépens de l'équité sociale et de l'éco-justice. On voit mal en effet comment une telle approche refusant toute limite pourrait être favorable à une occupation viable du territoire.

« Il n'y aura pas de transition écologique sans une réflexion profonde sur ce qu'on veut comme modèle de société<sup>1</sup> », soutenait le printemps dernier René Audet, titulaire de la Chaire de recherche sur la transition écologique de l'UQAM au journal

*Le Devoir*. Cette affirmation est issue d'expériences communautaires dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie à Montréal, où des motivations sociales servent à nourrir l'engagement écologique. Elle illustre bien l'intuition d'une correspondance profonde entre la qualité éthique des rapports humains et la capacité d'occuper un territoire de façon à l'humaniser et à en faire un espace habitable à long terme.

Pour entrer dans cette nouvelle « terre promise » que constitue la société différente dont nous avons besoin, il faudra passer d'une posture de dissociation entre l'humanité et la nature doublée d'une mentalité d'appropriation jalouse du territoire à une culture d'alliance et d'interdépendance, telle que préconisée par la tradition biblique tout comme dans les cultures autochtones. Si exigeant soit-il, ce changement est en marche, résolument et joyeusement, alors même que l'effondrement civilisationnel nous guette. Au Québec comme ailleurs, d'innombrables initiatives porteuses d'avenir proviennent de personnes éveillées et de regroupements citoyens qui explorent, inventent et expérimentent de nouveaux modes de production, d'agriculture, de transport, d'habitation, d'inclusion, de vie démocratique et communautaire... Une telle créativité donne aux plus intrépides utopies des allures de projets réalisables.

1. Étienne Plamondon, « Rebâtir la cohésion sociale par la transition écologique », *Le Devoir*, 21 avril 2018.